

VIOLENCE DANS LE CADRE SCOLAIRE

David Rey, président SER

Chacun sera d'accord d'affirmer que la Suisse est un pays où il fait bon vivre, un pays sûr, un pays stable. Si la criminalité et le nombre d'incivilités déclarées ont heureusement tendance à diminuer dans notre pays, il faut cependant constater que certains secteurs auparavant considérés comme sûrs ne le sont plus autant. Les employés de la fonction publique, le personnel soignant, la police, sont régulièrement les cibles de propos très négatifs et leur travail remis en cause par certains.

Depuis plusieurs années, le personnel enseignant des différents cantons sent monter une pression sociétale importante. Cette pression a malheureusement tendance à déborder et à se transformer en violences verbales voire physiques dans les pires des cas.

Beaucoup ont pensé que ces violences étaient isolées, la conséquence de quelques situations mal gérées, mais les différentes enquêtes menées par les associations professionnelles du monde enseignant ont démontré que la situation était bien plus préoccupante.

Au début de l'année 2023, une étude de l'Association faïtière des enseignantes et enseignants suisses (LCH) a permis de mettre en évidence la problématique des violences subies par les enseignant-es dans le cadre scolaire. L'enquête révélait que deux enseignant-es sur trois avant subi-es des violences psychiques ou physiques durant les cinq dernières années.

Les résultats de cette étude, menée en Suisse allemande, mais également des actes de violences relayés par la presse ont entraînés de multiples témoignages de la part des enseignant-es.

En Suisse romande, notamment dans le Jura, des enquêtes ont également été menées. Les résultats publiés par le syndicat des enseignants jurassiens montrent que plus d'un professeur sur deux dit avoir été la victime de violences physiques ou verbales, voire dans certains cas d'une forme de harcèlement, durant les cinq dernières années. Les données de l'enquête, menée parallèlement par le département de l'instruction publique jurassien, sont très similaires. D'autres cantons romands se questionnent et envisagent de mener des analyses similaires car le phénomène inquiète les enseignants bien évidemment, mais également les autorités ainsi que les parents.

S'il semble tout à fait légitime que chaque canton souhaite avoir une vision claire de la situation, il semble dès à présent évident que les résultats ne seront guère différents en fonction des régions. Pour cette raison, les associations faïtières souhaitent que les autorités, conscientes de la situation, engagent des moyens suffisants en personnel et financier afin de mener ou poursuivre des réflexions avec tous les partenaires de l'école dans le but de définir un plan d'action global permettant aux enseignants mais aussi aux élèves de travailler dans un cadre sécurisé et exempt de toute forme de violence.

Les problèmes de violence dans le cadre scolaire ne donnent pas une bonne image de la profession et peuvent décourager certains étudiants à suivre ce cursus. Combattre la violence dans le cadre scolaire pourrait être une solution idoine afin de réduire le problème de pénurie de personnel qualifié dans l'enseignement.

Les deux faïtières, LCH et SER, sont donc prêtes à collaborer activement avec les autorités cantonales ainsi que les conférences de l'instruction publique afin de combattre le fléau qu'est celui de la violence scolaire dans le cadre scolaire.

Berne, le 10 août 2023 / David Rey